

L'échec des programmes postcoloniaux de développement en Afrique subsaharienne se présente en 1995 comme évidence incontestable. Ce qui est paradoxal, c'est que la majorité des responsables africains des programmes initiaux n'anticipèrent d'aucune manière cet échec, tandis que les obstacles objectifs étaient visibles¹.

Ce n'est pas un constat gratuit a posteriori. Le livre de René Dumont *L'Afrique noire est mal partie*, publiée en 1962, contient déjà les éléments essentiels d'une analyse scientifique et réaliste des obstacles et des erreurs en matière de développement. Ses publications postérieures, notamment *L'Afrique étranglée* (1980) ne pouvaient que constater la vérification des hypothèses de 1962.

Bien sûr, l'attitude sévère de l'expert omniscient a contribué au flair paternaliste sinon néo-colonialiste des conseils ce qui facilitait leur dédain par les leaders africains.

Le noyau de l'argument de Dumont consiste dans la thèse que le départ vers la modernité a été déclenché avant qu'aient été créées les conditions préalables d'une modernisation: la réforme de l'agriculture, l'accroissement et la diversification de la production agricole et l'évolution d'un paysannat encouragé par des prix attractifs à augmenter les surplus agraires. Seulement sur cette base de productivité agricole, l'industrialisation pouvait être avancée. L'éducation devait s'orienter à la priorité de la productivité et non à des modèles de prestige intellectuel propagés par les métropoles.

Dans l'euphorie de l'indépendance les avertissements de René Dumont semblaient au moins exagérés. En rétrospective, les prévisions de Dumont apparaissent comme modérées. L'écart entre la dynamique démographique et la stagnation de la production alimentaire ouvre la perspective de disettes s'accumulant en famines.

Toutefois, en 1962 Dumont se préoccupa encore du problème que le développement agricole accéléré ne soit pas réalisé à cause du départ manqué; en 1980 ses scénarios pessimistes sont dépassés par le processus historique réel. En 1980 Dumont se

Este texto serviu de base para o projecto «A desintegração das Sociedades Agrárias em África e o seu Potencial de Reconstrução» (PRAXIS/P/SOC/11110/1998), que se encontra em execução com o financiamento da FCT, Lisboa.

¹ Il est vrai que le fondateur du PAIGC, Amílcar Cabral, avait averti ses camarades des pièges du néocolonialisme et surtout des tendances à l'enrichissement de la part de la petite bourgeoisie qu'il confronta à sa demande idéaliste de commettre «suicide». Cabral était conscient de la marge étroite des projets économiques, surtout des limites écologiques dont l'agriculture en Afrique devait tenir compte. C'est bien sûr que l'élimination meurtrière de ce génie africain a anéanti un potentiel intellectuel et politique extraordinaire dont l'absence a eu des effets négatifs non seulement pour l'évolution de son pays natal. Amílcar Cabral représentait un programme d'émancipation radical qui nouait la théorie de libération à la pratique du travail organisateur, du travail manuel, d'une solidarité concrète avec les paysans. Dans le programme du parti PAIGC dont il était l'éminent inspirateur et organisateur la priorité fut accordée au développement de l'agriculture. Sous les nécessités de la lutte armée les cadres urbains du parti devaient s'associer directement aux paysans pour survivre et pour mener la lutte victorieusement. Après la victoire, démunie de la perspicacité de son fondateur génial, le PAIGC se vit forcé de se préoccuper des problèmes de la capitale dont les fonctions économiques avaient servi exclusivement les besoins de la guerre coloniale si l'on met à part la brasserie... Cette préoccupation amena vite un hiatus social entre parti et paysannat qui néanmoins avait supporté le fardeau de la guerre anticoloniale. La négligence de l'agriculture par le gouvernement provoqua une crise alimentaire dans un pays qui avant la guerre anticoloniale était en outre de ses exportations d'arachide et d'huile de palme au moins autarque dans la production de céréales. Cette crise aggravée par une baisse pluviométrique, se déchargea dans le renversement du 14 novembre 1980. L'impact de la constellation antagonique ville/village est très évident dans le cas de la Guinée-Bissau aussi bien que l'aliénation sociale et culturelle des couches urbaines des paysannats.

voit dans l'obligation de parler sèchement de la destruction de «la société rurale» – «*la catastrophe est là*». Même le diagnostic de 1980 devait être dépassé par l'évolution postérieure: la destruction de la société rurale s'est généralisée en Afrique à un tel degré qu'il faut demander où se trouvent toujours les enclaves de stabilité sociale. Une autre question concerne le degré de compensation de cette destruction par les bienfaits éventuels, concomitants du «progrès» de la société totale. «*La catastrophe est là*»: le constat est clair, mais à la fois il ne peut pas encore rendre compte de la série de catastrophes qui devaient marquer les années 80 et culminer dans les grandes catastrophes des années 90.

Avec ces deux constats de R. Dumont la thématique de l'enquête est indiquée: éclaircir les relations entre les catastrophes détruisant des régions entières et cette «destruction de la société rurale». Bien entendu, il y a une complication énorme de la tâche analytique qui noue le «mauvais départ» et l'agrandissement terrifiant du scénario initial par l'histoire réelle. Pour organiser le dessin de la recherche il faut préciser le terme de société rurale aussi bien que celui de «catastrophe».

La société rurale ou société agraire de l'Afrique actuelle est le résidu des sociétés agraires historiques qui couvraient l'Afrique subsaharienne avec des villes commerciales et des capitales, même si ce composant urbain avait un moindre poids qu'en Afrique du Nord et dans les sociétés agraires des autres continents. La subjugation coloniale a transformé ces sociétés agraires en des sociétés périphériques contrôlées par des sociétés centrales qui dépendaient des métropoles européennes. Ce processus s'est déroulé dans des espaces artificiellement coupés des grandes régions encadrant autrefois un ensemble d'agréations sociales qui pour la plupart n'étaient pas séparées les unes des autres, mais liées par des relations d'échange, de transhumance et de migrations lointaines.

Déjà la subjugation coloniale se réalisa par la destruction catastrophique des sociétés africaines: le génocide des Héréro commis par la troupe coloniale allemande est un exemple particulièrement lugubre, mais pas le seul. Avec l'installation de l'administration coloniale garantissant les diverses formes de traite et imposant à son tour des corvées et des impôts le dessin réglant les relations entre société centrale et sociétés périphériques fut établi. La société centrale – c'est la capitale, les centres urbains et les secteurs de l'agriculture moderne et de l'extraction – se trouve dans une relation de hégémonie envers les sociétés périphériques. Dès le commencement de cette relation, «la ville» comme noyau de la société centrale ne se trouve pas dans une relation de réciprocité quelconque avec la campagne, la brousse, la savane.

La ville accapare les surplus ponctionnés souvent au prix de risquer la reproduction des communautés rurales sans pour autant se charger des fonctions industrielles. La ville concentre les ressources du pays sans les transformer en contributions à l'augmentation de la productivité agricole. Sa principale fonction dans l'ère coloniale était de faciliter l'exportation des matières premières et de garantir l'emprise sur les ressources humaines – jusqu'aux levées militaires.

L'indépendance marqua certes un changement en termes politiques de cet arrangement. Avant tout les nouveaux dirigeants pouvaient sur la base d'une légitimité acquise dans les conflits entamés dans le but de l'indépendance orienter l'état nouveau dans d'autres directions que celles de l'ère coloniale. Mais tous les changements de programmes sociopolitiques ne remuaient pas le modèle de base de la relation société centrale / sociétés agraires.

L'importance de cette constellation basale saillit particulièrement en comparant les deux grandes options économiques apparemment alternatives: capitalisme et socialisme (africain). Il faut constater que la constellation reste plus ou moins la même, même si les relations internes du système central peuvent considérablement varier (l'existence d'une classe de commerçants sinon de vrais capitalistes industriels). De même, le «socialisme africain» créé par Nyerere a au moins tenté de structurer les campagnes par l'imposition du modèle des villages centralisés *ujamaa*. Et certes, l'abolition ou l'entrave des marchés libres crée des conditions très différentes dans les deux systèmes de vie. Mais trois conditions au moins restent identiques:

- la dépendance économique unilatérale de l'extérieur, du marché mondial, des métropoles (capitalistes ou socialistes);
- l'hégémonie de la capitale (de l'ère coloniale ou nouvelle) et des structures urbaines;
- l'administration de programmes de modernisation par un appareil bureaucratique (dont la croissance est nécessairement plus considérable dans les régimes socialistes).

Dans les deux systèmes la bureaucratie se reproduit sur le modèle établi par le pouvoir colonial.

La dépendance extérieure se manifeste au plan social par la présence d'«expatriés», ressortissant de la métropole coloniale ou des pays des donateurs ou des pays «alliés» (socialistes).

Si l'on analyse les deux «sociétés» comme systèmes il faut d'abord souligner la différence fondamentale des «logiques» sous-jacentes, des «codes» qui les gouvernent: le système central fonctionne comme un système composé d'organisations spécialisées et hiérarchisées; les systèmes agraires appartiennent au type segmentaire (ce qui n'exclut pas la superposition de structures hiérarchisées traditionnelles). Les deux systèmes ont de grandes difficultés de communiquer entre eux; non seulement les codes linguistiques sont différents.

Bien sûr, il y a des interfaces: la ville européenne est entourée de faubourgs et surtout de bidonvilles; de l'autre côté le système central s'étend dans le monde rural avec ses plantations mécanisées et l'infrastructure moderne (autoroutes, chemins de fer, navigation moderne, trafic aérien). Mais l'interface principale est formée par l'échange inégal entre les modes de production articulés sous l'hégémonie du système central.

L'état est gouverné par la logique du système central, mais sa tâche essentielle est de contrôler le système périphérique. Ici aussi, il y a interpénétration des systèmes. Bien que la logique du système politique postcolonial parte de la catégorie du «citoyen», membre d'une nation unique, et réclame l'égalité devant la loi, les différences ethniques, aiguës par la politique coloniale, apparaissent comme antagonismes politiques; le clientélisme perce l'apparence d'égalité légale.

Le système central a été influencé par le système subordonné; mais ses éléments et ses programmes ne sont pas des émergences de celui-ci.

Leur fonctionnalité pour les sociétés agraires est nécessairement réduite sinon marginale. Néanmoins, il y a une «extension» de la société centrale dans le milieu rural («l'extension rurale» comme terme particulier désigne bien cette constellation générale).

Cette extension englobe les infrastructures techniques déjà mentionnées aussi bien que les institutions étatiques: écoles, hôpitaux, postes sanitaires, tribunaux. Elle se manifeste au niveau socio-économique dans les villes rurales, avec un rôle particulier des chefs-lieux administratifs. Leur niveau de fonctionnement aussi bien que leur aspect matériel (architecture, électricité, etc.) indique le degré de réciprocité entre les deux systèmes. Souvent cette extension spatiale a été renforcée ou même initiée à la fin de l'ère coloniale. Même si les nouveaux gouvernements ont concentré leurs efforts de modernisation sur les capitales respectives, l'essor économique a souvent permis de maintenir ou même d'élargir le niveau de fonctionnement des villes rurales. La crise économique des sociétés postcoloniales produit des répercussions fatales sur ces îlots urbains et sur les chaînes d'extension en général, aggravant ainsi la crise des sociétés agraires.

Sous tous les aspects essentiels le système périphérique est défini comme subordonné. Cela implique l'hétéronomie et à un certain degré même l'hétérocéphalie des sociétés agraires autant que l'organisation centrale fonctionne. La capacité de ces sociétés de s'organiser elles-mêmes (auto-organisation) sur une base autonome est découragée et entamée.

Une question importante se pose dans ce contexte: en quelle mesure l'intervention régulière dans le fonctionnement autonome des sociétés agraires affaiblit-elle la capacité de prévoir des risques et de prendre des responsabilités? La subordination économique entraîne une ponction permanente de surplus et conséquemment une capacité réduite de se prémunir contre des événements catastrophiques. La pression sur les ressources économiques des sociétés agraires leur impose la surexploitation des ressources naturelles surtout quand cette pression économique coïncide avec la croissance démographique (laquelle est un des rares bénéfices de la modernité qui atteignent les sociétés agraires).

La première question à éclaircir par ce projet de recherche est donc: à quel degré l'articulation des deux systèmes doit entraîner la destruction des sociétés agraires, déjà sous des conditions «normales» de fonctionnement?

La question alternative, dans une perspective constructrice, est la suivante: sous quelles conditions peut-on constater une co-évolution des deux systèmes vers l'horizon d'une modernisation productrice?

D'ailleurs, il faut tenir compte de constellations de non-interpénétration des systèmes où la négligence des sociétés agraires est compensée par l'absence des ponctions économiques. L'état peut être absent sans que la reproduction des systèmes locaux soit mise en danger. Tout en affirmant l'importance de cette première question l'enquête doit se concentrer sur l'actualité des séquences de désastres qui finissent en catastrophes dévorant des vastes régions entières.

Les sciences sociales ont contribué à l'analyse des crises économiques (dépressions et chômage par ex.). Mais ce qui manque, c'est un corps de connaissances précises concernant les processus de disruption sociale qui aboutissent dans la dissolution de sociétés partielles ou totales. Une étape préalable de la recherche doit se préoccuper des notions – clés empruntées dans les publications et mémos sur la «crise africaine» afin d'arriver à une précision des catégories sur la base d'une différenciation de «crises» et de «catastrophes». Il faudra préciser la diversité des relations entre ces deux types de procès d'ébranlement et de décomposition de systèmes sociaux.

Tandis que les crises constituent des processus rampants ou dramatiques restreints à certains secteurs ou atteignant l'ensemble des sociétés agraires, les catastrophes mettent à l'enjeu la survie des populations d'une région entière, soit par l'aggravation des crises existantes, soit par l'enchaînement des crises à des événements externes.

Face à l'habitude répandue d'identifier la crise ou la catastrophe comme «naturelle» ou causée par des forces naturelles il faut souligner que c'est d'abord le cadre social qui doit servir comme référence. Dans ce cadre il y a des tendances dans le milieu naturel qui influent sur les conditions de production et même de survie (la désertification par ex.) aussi bien que des catastrophes (comme des inondations exceptionnelles, des éruptions volcaniques, des cyclones). Certes, «la crise africaine» relève surtout de l'ordre social bien qu'on puisse constater que les crises écologiques frappent surtout les sociétés agraires et que leur effet sur la société centrale est dévolu à travers les déficiences de celles-là.

Mais les crises évoluent comme des processus socio-écologiques: la déforestation, l'érosion et la dégradation des sols sont le résultat combiné de changements dans le milieu et des activités des systèmes sociaux. Le processus d'érosion naturelle se reproduit dans des processus analogues dans les sociétés agraires. Érosion et migration forment un complexe socio-écologique. Les catastrophes sociales peuvent être le résultat de ces processus. Mais il y a aussi des catastrophes qui se déroulent seulement dans «l'ordre social» – des «guerres internes» qui amènent le collapsus du système politique et qui, par ex., empêchent toute activité agricole. Le déracinement peut être la suite de massacres qui causent des fuites collectives. Mais aussi la migration «normale» causée par des motivations économiques peut emmener les hommes

dans des bidonvilles surpeuplés sans emploi stable où ils sont exposés à toutes sortes de démagogie et où l'entassement d'ethnies diverses en compétition pour les rares ressources matérielles peut se décharger en pogromes.

En Nigeria la première catastrophe après l'indépendance était la guerre de Biafra (1967-1970), une guerre de sécession dans laquelle aboutirent les conflits entre les élites politiques et militaires qui s'étaient organisés dans le cadre régionalisé d'une compétition ethnique. Cet épanouissement de l'ethnicisme a été largement conditionné par le système britannique de l'*indirect rule* et le manque de prévoyance et de responsabilité de la part du régime colonial dans la préparation de la décolonisation. La mobilisation ethniciste pour le partage du nouveau pouvoir national culmina en 1966 en deux coups d'état militaires.

La perspective de la croissance économique basée sur l'exportation du pétrole mais aussi des *cash crops* ne pouvait pas empêcher cette série de coups d'état, de massacres et d'opérations militaires sanglantes. Après cette catastrophe politique Nigeria a néanmoins connu la fameuse «croissance» économique (1965-1980: 6,8% par an). En dépit des larges masses de capitaux disponibles à des investissements dans le secteur moderne, le gaspillage des ressources, la corruption et la négligence de la production agricole en combinaison avec la baisse des prix de pétrole ont conduit à une économie délabrée: la chute du PSB par tête de 1010\$ en 1980 à un niveau de 290 en 1988 est une catastrophe sociale. Surtout, le pays qui autrefois était un exportateur de denrées alimentaires dépend désormais des importations vivrières.

La catastrophe écologique n'est pas causée par la sécheresse dans le Nord, mais par la pollution du delta du fleuve Niger. L'exploration du pétrole a anéanti la pêche et toute possibilité de pratiquer l'agriculture dans les zones particulièrement touchées par les opérations de Shell et autres multinationales.

Le désespoir des paysans et pêcheurs démunis de toutes ressources a provoqué des mouvements de résistance qui sont supprimés par les militaires. La dictature militaire est le corrélat de la destruction d'une large partie des sociétés agraires, d'une industrie opérant à 30% de ses capacités.

Cette image catastrophique du pays le plus grand (quant à la population) de l'Afrique est esquissée ici bien que les traits de cette image soient bien connus parce qu'elle contredit toute théorie qui prétend une explication naturaliste du collapsus; de même elle falsifie des théories qui réduisent le débâcle de beaucoup de sociétés africaines au manque de capital ou à l'hégémonie des multinationales. Bien entendu il ne s'agit ni de répéter des théories qui prennent en considération les facteurs climatiques et financières ni de nier qu'il y ait des constellations où les facteurs cités sont prioritaires pour l'explication de la décomposition des sociétés agraires.

Dans le cas de Nigeria, la catastrophe initiale englobant tout le nation – *state* – a été suivie par des crises économiques et un ensemble de catastrophes écologiques régionales, la disparition de la démocratie, une dictature militaire dont l'issue peut toujours être une autre catastrophe politique. Il était aussi absurde qu'irresponsable

de la part de Oran Hyden de trivialisier la guerre de Biafra aussi que la guerre du Soudan, d'Eritréa et d'Ogaden comme des déviations d'une cohérence remarquable des nouveaux états africains. Le fait que le Nigeria et le Soudan sont les deux plus grandes sociétés africaines (Nigeria par la population, le Soudan par la superficie) interdit toute trivialisiation.

Tous les cas cités ont été causés par le mode de décolonisation appliqué; de toute façon ils doivent être considérés comme héritage du colonialisme (particulièrement quant à la délimitation internationale et aux subdivisions administratives internes) quoique chaque catastrophe politique doive être analysée sur base des conditions historiques et géographiques particulières.

La série de guerres du Soudan, par ex., est surtout le résultat d'un colonialisme interne (le Nord arabiste et islamique aspirant à la domination du Sud empreint par des cultures nilotiques ou «soudanaises», animistes ou christianisées) qui était suspendu sous le condominium anglo-égyptien mais resurgissait à la veille d'une indépendance désastreuse par le manque de prévoyance colonial et par l'abrupte levée du rideau (administratif) qui avait protégé les ethnies du Sud contre les incursions et pénétrations arabes.

Le conflit ouvert avait commencé immédiatement avant l'indépendance par le refus d'unités militaires composées par des hommes du Sud d'être transférés dans le Nord. La rébellion tenace des gens du Sud renforce l'importance de l'armée qui déjà en 1958 réalise son premier coup d'état, et c'est en 1969 que le général Nimeiry reprend le pouvoir qu'il défend contre les communistes et d'autres de ses alliés temporaires. L'accord d'Addis Abeba, en 1972, met une fin provisoire à la guerre sanglante dans le Sud mais qui sera reprise en 1983. C'est surtout après la reprise de la répression de la guérilla que les massacres contre les petites ethnies se multiplient et que se prépare un scénario de vrais ethnocides.

La destruction des villages par les attaques de l'armée, les massacres, les dissensions entre les résurgés eux-mêmes, les fuites en masse, les pertes de cheptel, étrangent la vie économique et conduisent à la dissolution des structures sociales. Pour des raisons politiques mais aussi à cause d'antagonismes culturels la catastrophe engloutit les sociétés paysannes et éleveurs du Sud.

C'est surtout une politique visant la monopolisation d'un pouvoir centralisé, l'homogénéisation religieuse et linguistique, et rejetant toute idée d'autonomie qui est responsable de ces destructions. Bien que l'utilisation de la conception de la «confrontation des cultures» ait été très arbitraire, c'est dans cette constellation particulière d'une dichotomie régionale qu'on puisse, peut-être, appliquer la notion.

Pour les «durs» à Khartoum comme pour les pragmatiques les valeurs d'«africanité» non-arabe ne furent jamais respectées; l'orientation prioritaire était l'appartenance au monde arabe, tandis que l'islamisation fut propagée avec intensité variant selon les fractions. Cette confrontation culturelle moyennée par la stratégie d'imposer l'hégémonie culturelle et des intérêts économiques par des moyens militaires s'est

réalisée par l'extinction de sociétés agraires, au moins dans le sens que leurs membres ont été empêchés de continuer la production et ont été forcés d'émigrer souvent perdant une large part de leurs relations sociales. Ce conflit d'autonomie qui finalement a pris le caractère d'une guerre de sécession est un conflit entre des sociétés agraires pour la plupart segmentaires sans centres urbains traditionnels contre un état centralisé gravitant autour de la capitale.

En dépit des apparences contraires, le mode de production nomadique est précaire et vulnérable face aux contraintes écologiques et économiques. Tandis que les paysans peuvent profiter de la sécheresse par une augmentation des prix des aliments de base, la même crise climatique provoque une baisse des prix de viande puisque les cheptels sont vendus à la fois.

La destruction totale des troupeaux constitue une menace pour la continuité du mode de production même: la grande mobilité traditionnelle des nomades favorise et accélère la migration définitive aux agglomérations urbaines où les a amenés la dernière opération économique: la vente des troupeaux aux abattoirs. Les paysans garderont leurs terres même dans les années sans production aucune tandis que la perte des troupeaux laisse les nomades sans objet qui puisse stabiliser leur organisation économique et sociale.

De même les conflits politiques entre états voisins exposent les nomades à des dangers plus graves que les paysans. Très souvent ce sont les migrations traditionnelles qui croisent les frontières internationales, qui conduisent à des conflits avec les forces armées des états.

Déjà avant les crises climatiques des années 70 et 80 du dernier siècle les changements introduits par la modernisation des voies et des moyens de communication ont rétréci les possibilités des transports commerciaux des nomades et les ont coincés entre des communautés paysannes qui avaient tendance à agrandir les terres cultivées réduisant ainsi les possibilités de transhumance. La commercialisation de la viande a contribué à une augmentation considérable des troupeaux avec des conséquences écologiques irréversibles (érosion des pâturages, épuisement des puits) et à la stratification économique des éleveurs parfois liée à une dépendance grandissante de ceux-ci en face à une bourgeoisie urbaine contrôlant le marché.

La catastrophe somalienne est intimement liée à ces tendances qui culminent dans l'irréversibilité de l'aliénation des pasteurs de leur mode de production qui éprouvent des difficultés à se fixer en permanence et à se dévouer à des travaux subalternes sinon humiliants. A la fois, l'arrivée de grandes masses de main-d'œuvre sur un marché de travail étroit ne fait que gonfler le secteur urbain informel. Surtout les jeunes hommes ont tendance à s'intégrer dans des bandes ou milices armées².

² A cause de cette vulnérabilité les nomades afghans ont évité une prise de position politico-militaire dans la guerre entre *mujaheddin* et envaseurs soviétiques.

«Catastrophe» est une notion relative, de sorte qu'il y a plusieurs niveaux de catastrophes. Il faut surtout considérer que la catastrophe est «traitée» par le système social pour être réduit à un événement qui n'anéantisse pas le système. Les méthodes sont diverses: l'alerte, la déclaration formelle d'une situation catastrophique, l'imposition de l'état d'exception. Ces «déclarations sociales» peuvent être faites à un stade où la catastrophe apparaît seulement comme une éventualité. A l'inverse, le système politique peut refuser la reconnaissance d'une catastrophe pour des raisons de prestige; tel fut le cas en Éthiopie où l'Empereur Heile Selassie déclina d'abord toute forme d'assistance internationale en niant l'existence de la famine, ce qui finalement servait la cause des adversaires du régime obsolète qui réussirent dans leur coup d'état.

La catastrophe touche surtout la société centrale dont le fonctionnement peut totalement être coupé. Un tel arrêt peut avoir des répercussions graves pour les sociétés agraires: dans le cas de famine où les greniers ruraux sont vides et le transport de vivres ne peut pas être organisé, la destruction définitive de sociétés agraires peut être la conséquence inévitable. L'arrêt des fonctions publiques durant une épidémie peut causer des dizaines de milliers de morts. De l'autre côté il y a une tendance de déclarer une situation comme «catastrophe naturelle» pour cacher les défaillances structurelles du système central.

Si une crise écologique tourne en catastrophe, cela dépend de la capacité d'une société de maîtriser les problèmes surgissant par une variation extrême, inattendu, d'un cycle naturel. Si le système social est muni de mécanismes de prévoyance et de réactions qui se font par anticipation l'éventualité d'une catastrophe est minimisée. La pratique citée par Dumont d'ethnies ouest-africaines de mettre au grenier des provisions de céréales pour plusieurs années est un tel mécanisme vital à la survie de la société; la même précaution s'avère dans la réserve des semences. Ces institutions documentent d'abord que les «crises» causées par des sécheresses en succession ne sont pas des événements nouveaux; mais surtout elles prouvent les capacités des sociétés dites traditionnelles de prévoyance et de réaction. Cela veut dire: de réduire la complexité des risques du milieu naturel à un niveau qui ne menace pas la survie de la communauté. Dans une perspective généralisée le «projet» de modernisation comme tel s'avère d'une complexité énorme qui inclut des chances positives comme des risques. De toute façon, pour «gagner» les options offertes par la modernisation il faut sacrifier la stabilité relative des conditions traditionnelles.

Les questions à poser: quelles chances y a-t-il pour une participation active des concernés aux décisions qui introduisent des innovations? A quel niveau y a-t-il une conscience des risques économiques et technologiques? Y a-t-il une conscience des risques écologiques inhérents à la déforestation, aux monocultures et à la surexploitation des sols?

En des termes généraux, la politique de modernisation implique deux risques majeurs pour les sociétés agraires: la conception de modernisation suppose la destruction des modes de production traditionnels conçus sous le terme d'économie de

subsistance. Cette stratégie très souvent met en jeu non seulement la sécurité alimentaire au niveau national mais même l'autosuffisance des villages. La négligence des techniques de greniers traditionnels et les pressions économiques limitent les possibilités de prévoyance. Cette problématique renvoie au deuxième risque général: l'optimisme généralisé qui peut anéantir les traditions de prévoyance et surtout le «principe de la responsabilité» (Jonas). Ce principe se perd avec la décomposition morale et institutionnelle des sociétés agraires. Pour l'enquête, pourtant, il s'agit d'étudier empiriquement les changements au niveau de la responsabilité sociale. De même, les changements dans le monde rural peuvent avoir des conséquences dynamiques qui permettent de stabiliser la cohérence des communautés.

Les vacillations des prix des matières premières sur le marché mondial constituent des conditions économiques irrationnelles qui semblent justifier des mesures arbitraires en matière de politique économique et des attitudes de non-responsabilité des hommes au pouvoir aussi bien qu'une permissivité élargie en vue de l'appropriation illégale des surplus nationaux. La marginalisation des producteurs africains sur le marché mondial qui s'est accentuée de décennie en décennie a aggravé les effets de cette irrationalité.

La technologie moderne implique des risques dans chaque milieu social, même dans les sociétés industrielles avancées. Là, ils sont calculés et peuvent être assurés. Il y a des risques qui peuvent se terminer en catastrophes, des risques mal explorés mais qui doivent être «acceptés» comme «*Restrisiko*», comme «risques marginaux» (par ex.: l'énergie nucléaire, la production chimique). Dans ces pays il s'est développée au moins une conscience du potentiel des catastrophes technologiques. Une des conséquences de cette évolution est l'exportation des productions censées trop dangereuses dans les pays du tiers monde où le manque d'expérience et les possibilités de répression permettent la continuation des productions dangereuses – l'explosion de Bhopal a été la plus grande catastrophe industrielle du monde. Les risques technologiques apparaissent dans les sociétés agraires dans l'application des moyens chimiques, pesticides et herbicides surtout, qui se fait souvent sans instruction suffisante.

Dans la logique de cet argument, la priorité de l'enquête proposée doit être donnée à l'analyse microsociologique et microéconomique de la destruction des systèmes agraires tout en renouant celle-là à des analyses macroéconomiques – et sociologiques. Dans cette perspective il faut étudier l'effet des processus de modernisation, déterminés par la société centrale, sur les sociétés agraires. Il importe d'élucider la question en quelle mesure les sociétés agraires ont pu s'emparer d'éléments de modernité pour les développer elles-mêmes. Probablement plus importants sont les effets des implantations de programmes de modernisation par la société centrale. Quel est l'impact de «projets» ratés qui constituent la plupart des projets? Quelles sont les défaillances dans la manutention qui augmentent les risques techniques et économiques des investissements? Quelle importance faut-il attribuer aux énergies sociales dépensées inutilement par les paysannats dans de tels projets? Sous le point

de vue des relations crises-catastrophes il est essentiel de clarifier le poids des risques inhérents à des programmes de modernisation comme aux appareils modernes. Les sociétés agraires ont-elles été bien préparées à cet aspect de risques?

Les ingérences étrangères

La dépendance de l'ancienne métropole ne cesse pas avec l'indépendance (exception: la République de Guinée). Au Congo ex-belge la révolte de la «Force Publique» et la sécession de Katanga furent encouragées par les élites belges sur place. Sous prétexte de protéger ses troupes localisées au Congo et ses ressortissants la Belgique envoya des troupes contre la volonté du président élu, Patrice Lumumba. Intérêts économiques étrangers et compétition ethniciste se combinèrent pour anéantir la véritable indépendance du Congo et établirent finalement un régime néocolonial qui par sa composition était incapable d'organiser le développement d'une économie utilisant les richesses du pays dans l'intérêt national.

L'installation et le maintien d'un pouvoir corrompu par la Belgique et en mesure grandissante par la France qui d'ailleurs a suivi cette ligne dans la plupart des pays francophones sont responsables d'un potentiel de catastrophes non seulement politiques, mais aussi économiques. Le seul avantage pour les sociétés agraires gît dans l'autonomie de facto dont jouissent les campagnes éloignées du centre qui en contrepartie souffrent des déficits horribles surtout dans le secteur de la santé, mais aussi de l'éducation.

En Biafra, l'engagement de pouvoirs non-africains n'était pas déterminant pour l'éclat du système politique, mais il contribuait à la prolongation de la guerre.

Les interventions externes les plus graves ont été opérées en Afrique australe, dans l'effort de maintenir l'Afrique Blanche. La déstabilisation des régimes socialistes, se proclamant même du marxisme-léninisme, en Angola et en Moçambique par le régime de l'*apartheid* a eu des conséquences mortelles pour beaucoup de communautés agraires. Tandis qu'en Angola les combats militaires pour le contrôle des centres urbains du *hinterland* étaient – en correspondance avec le niveau supérieur de modernité – au centre du conflit entre le gouvernement angolais et l'Unita, en Moçambique la stratégie du Renamo visait surtout les sociétés agraires. Il s'agissait moins de créer des zones «libérées» que de détruire la production agricole même pour saper ainsi la base économique du régime. Outre le pillage des récoltes, c'étaient les attaques aux paysans travaillant dans les champs qui semaient la terreur. Le recrutement des enfants des paysans massacrés par le Renamo poussait cette terreur au paroxysme symbolisant la destruction violente des liens d'affection et par eux des structures rurales. Cette stratégie correspondait à l'ultime motif de la politique sud-africaine, qui visait la déstabilisation du régime moçambicain pour démontrer que des africains

«noirs» n'étaient pas capables de gouverner le pays. Il est vrai que cette stratégie des villages brûlés a été facilitée par les erreurs de la politique du Frelimo dont le style politique violait les coutumes traditionnelles et dont l'expériment des «aldeias comunais» agrandissait même les bavures commises dans le programme d'*ujamaa* en Tanzanie.

Inévitablement «la politique» doit entrer dans les enquêtes sur le terrain comme fait social du monde rural, dans toute sa complexité: l'enchevêtrement de la politique officielle avec les institutions locales de profondeur traditionnelle différente.

L'application de la notion du «*soft state*» aux états africains par Goran Hyden apparaît comme aussi douteux que celle que fit d'abord Gunnar Myrdal aux états postcoloniaux en Asie («*Asian Drama*»). Dans le sens de Myrdal, Hyden conçoit l'état africain comme un état qui face à une «*non-captured peasantry*» renonce à une politique exigeant le travail et la discipline mais dégénère à un donateur de prébendes et de bienfaits sociaux, le clientélisme pénétrant ainsi le système politique.

Hyden néglige dans ce contexte totalement deux aspects essentiels: celui de la classe sociale et celui du clivage ville/village. Les «bienfaits» atteignent surtout les membres de la classe dirigeante, la faible bourgeoisie incluse et l'agglomération urbaine (tout en «épargnant» les gens les plus misérables), tandis que les paysans et les nomades n'obtiennent presque rien. Ceci est vrai pour beaucoup de projets de développement rural et visible à l'évidence dans la distribution (et les détournements) des donations internationales en cas de famine. Justement dans ces situations d'urgence, la différence de société centrale et société périphérique s'avère d'une importance «vitale».

Étant donnée la convergence des analyses concernant les dimensions et les facteurs des crises de l'Afrique subsaharienne la priorité de la recherche empirique ne réside pas dans l'analyse à l'échelle large mais dans un ensemble cohérent d'études «micro-sociales». Leur objectif sera la découverte de microstructures plutôt instables sinon éphémères qui sont le résultat des tensions de passage d'adaptation, de soumission, de marginalisation et de dissolution sociales.

L'anomie de l'espace publique

La crise de l'état touche d'abord et avec «priorité» négative l'extension rurale de la société centrale. Les prestations fournies par le centre au bénéfice des villes du milieu rural sont les premières à être rétrécies. Les doléances de leurs habitants apparaissent moins pressantes que celles des habitants de la capitale. A la fois, le soutien des prestations pour la périphérie pose des problèmes logistiques additionnels qui sont plus difficilement à résoudre en temps de crise.

Les raisons financières qui en résultent constituent la cause immédiate de ce rétrécissement des prestations étatiques. Finalement, ce sont les blocages du développe-

ment économique qui ont amené ce déclin des institutions modernes. La disparition des prestations utiles a éliminé à la fois le prestige des institutions qui les distribuaient. Le blocage économique et le dérapage des finances publiques fermentent l'inflation. La faiblesse de l'économie des exportations, particulièrement sa marginalité sur le marché mondial face à une demande grandissante des marchandises importées, renforcent l'inflation sur le marché particulier de marchandises «modernes». C'est l'inflation qui réduit les salaires des employés de la base des fonctions publiques largement au-dessous du minimum des coûts de vie. L'abandon des devoirs à force d'occupations supplémentaires et les exactions illicites, par les policiers par ex., en découlent avec nécessité.

Le manque de stabilité monétaire et financière contribue au délabrement des institutions d'une manière décisive. Dans le milieu rural c'est surtout le recul des institutions étatiques: les écoles et les postes sanitaires désaffectés parce que les salaires des instituteurs et des agents sanitaires ne sont plus payés ne sont que les manifestations les plus visibles d'un processus négatif généralisé. Le désordre dans les rangs de la «force publique» et le mauvais fonctionnement des pouvoirs juridiques constituent les éléments principaux de l'anomie de l'espace public. Cette anomie contribue au manque de confiance qui devrait normalement accompagner les transactions économiques mais aussi les relations personnelles dans le secteur moderne. Certes, le paroxysme de la dissolution des institutions de la société centrale s'achève dans les «guerres internes» ou régionales où la destruction des infrastructures modernes s'accompagne d'une dissolution totale des idéologies, particulièrement des croyances de légitimité (Max Weber). Ce nihilisme politique élimine les dernières entraves à la destruction des ressources vitales de la société totale. Les massacres commis par la Renamo pour empêcher les travaux agricoles, la destruction des capitales (Mogadishu, Monrovia) et des chefs-lieux des provinces dérobent les conflits internes de chaque signification sociale. Le recours au fondamentalisme islamique dans l'application de la charia à Mogadishu ne peut que superficiellement couvrir le néant moral qui s'est établi dans l'espace public. L'anomie de l'espace public et le désordre généralisé mettent en danger les mécanismes de reproduction des sociétés agraires.

Cela sera une des tâches essentielles des recherches à réaliser: identifier les répercussions différentes des processus négatifs de la société centrale sur les sociétés agraires tout en découvrant les modes d'affirmation qu'elles peuvent y opposer.

Mais tandis qu'il est relativement facile d'identifier les phases de décomposition idéologique des sociétés centrales, les processus analogues dans les ensembles agraires sont beaucoup plus difficiles à analyser. Il ne s'agit pas seulement d'identifier les répercussions des processus négatifs du secteur moderne sur les différents milieux sociaux de la périphérie, mais d'analyser les processus à long terme qui transforment les structures sociales dites «traditionnelles» (qui souvent impliquent des réponses aux défis de la modernité) et soumettent même la moralité et les règles rituels à des changements profonds.